

CF000522 - CP 16/10/23 - BUDGET PARTICIPATIF 2023

Commission permanente

Date du vote : 16-10-2023

Liste des dossiers inscrits dans la commission pour Vote

Objet :

Dossiers de l'édition

HSA00390	23 - I - LES PETITES CANTINES BRUZ - PROJET OUVRIR UNE PETITE CANTINE
HSA00391	23 - I - ILOT VIVANT - PROJET LA VILAINE FABRIQUE
HSA00392	23 - I - DE VOIES EN VOIX - PROJET LE TOURNEVIS
HSA00393	23 - I - ESPERO BRETAGNE - PROJET ATELIER UPCYCLING POUR FEMMES REFUGIEES
HSA00394	23 - I - LA MAMI - PROJET MAISON DES MIGRATIONS
HSA00395	23 - I - A PAS DE CHENILLE - PROJET D'OUVERTURE D'UN POLE PLURIDISCIPLINAIRE DE REEDUCATION PRECOCE
HSA00396	23 - I - VITRE TUVALU - PROJET CAMPAGNE DE MESURES DE CO2 EN INTERIEUR
HSA00398	23 - I - NAUTISURF ST MALO SAUVETAGE ET SECOURISME - BUDGET PARTICIPATIF
HSA00399	23 - I - LE QUAI DE LA SEICHE - BUDGET PARTICIPATIF

Observation :

Nombre de dossiers 9

BUDGET PARTICIPATIF 2023 - Investissement

IMPUTATION : 2023 PARTI001 19 204 01 20422 0 P43

PROJET :

Nature de la subvention :

ASSOCIATION DE VOIES EN VOIX 2023									
 5 rue du Pont aux ânes 35300 FOUGERES ADV01011 - D35131655 - HSA00392									
Localisation - DGF 2023	Intervenants	Objet de la demande	Subventions 2022	Quantité	Coût du projet	Dép. retenues	Subv. sollicitée	Subv. prévue	Décision
Pays de fougères	<u>Mandataire</u> - Association de voies en voix	attribution d'une subvention dans le cadre du budget participatif breillien pour le projet "Le Tournevis"	FON : 5 000 €		€	FORFAITAIRE	50 000,00 €	50 000,00 €	

Total pour l'imputation : 2023 PARTI001 19 204 01 20422 0 P43

		50 000,00 €	50 000,00 €	
--	--	-------------	-------------	--

IMPUTATION : 2023 PARTI001 7 204 01 20421 0 P43

PROJET :

Nature de la subvention :

A PAS DE CHENILLE 2023									
 LIEU DIT LA MACHEPAS 35140 RIVES DU COUESNON ADV01139 - D35139069 - HSA00395									
Localisation - DGF 2023	Intervenants	Objet de la demande	Subventions 2022	Quantité	Coût du projet	Dép. retenues	Subv. sollicitée	Subv. prévue	Décision
Pays de fougères	<u>Mandataire</u> - A pas de chenille	attribution d'une subvention dans le cadre du budget participatif breillien pour le projet "ouverture d'un pôle pluridisciplinaire de rééducation précoce"			€	FORFAITAIRE	50 000,00 €	50 000,00 €	

 ASSOCIATION ILOT VIVANT 2023 <i>LES PETITS CHAPELAIS 35310 CHAVAGNE</i> <i>ADV01138 - D35139068 - HSA00391</i>									
Localisation - DGF 2023	Intervenants	Objet de la demande	Subventions 2022	Quantité	Coût du projet	Dép. retenues	Subv. sollicitée	Subv. prévue	Décision
Chavagne	<u>Mandataire</u> - Association ilot vivant	attribution d'une subvention dans le cadre du budget participatif breillien pour le projet "La Vilaine Fabrique"			€	FORFAITAIRE	10 000,00 €	10 000,00 €	
 ESPERO BRETAGNE 2023 <i>CHEZ TAG35 47 AVENUE DES PAYS BAS 35200 RENNES</i> <i>AAE00183 - D35137878 - HSA00393</i>									
Localisation - DGF 2023	Intervenants	Objet de la demande	Subventions 2022	Quantité	Coût du projet	Dép. retenues	Subv. sollicitée	Subv. prévue	Décision
Rennes	<u>Mandataire</u> - Espero bretagne	attribution d'une subvention dans le cadre du budget participatif breillien pour le projet "atelier upcycling pour les femmes réfugiées à Rennes"			€	FORFAITAIRE	45 000,00 €	45 000,00 €	
 LA MAMI 2023 <i>AVENUE DES PAYS BAS LE QUADRI 35200 RENNES</i> <i>ADV01137 - D35139067 - HSA00394</i>									
Localisation - DGF 2023	Intervenants	Objet de la demande	Subventions 2022	Quantité	Coût du projet	Dép. retenues	Subv. sollicitée	Subv. prévue	Décision
Rennes	<u>Mandataire</u> - La mami	attribution d'une subvention dans le cadre du budget participatif breillien pour le projet "maison des migrations"			€	FORFAITAIRE	15 000,00 €	15 000,00 €	
 LE QUAI DE LA SEICHE 2023 <i>RUE DE SAINT ERBLON 35230 NOYAL CHATILLON SUR SEICHE</i> <i>ADV01142 - D35139154 - HSA00399</i>									
Localisation - DGF 2023	Intervenants	Objet de la demande	Subventions 2022	Quantité	Coût du projet	Dép. retenues	Subv. sollicitée	Subv. prévue	Décision
Pays de rennes	<u>Mandataire</u> - Le quai de la seiche	attribution d'une subvention dans le cadre du budget participatif breillien pour l'ouverture d'un lieu d'animation locale			€	FORFAITAIRE	54 000,00 €	54 000,00 €	
 LES PETITES CANTINES BRUZ 2023 <i>LE GRAND PATIS 35170 BRUZ</i> <i>ADV01136 - D35139064 - HSA00390</i>									
Localisation - DGF 2023	Intervenants	Objet de la demande	Subventions 2022	Quantité	Coût du projet	Dép. retenues	Subv. sollicitée	Subv. prévue	Décision
Bruz	<u>Mandataire</u> - Les petites cantines bruz	attribution d'une subvention dans le cadre du budget participatif breillien pour le projet "ouvrir une petite cantine à Bruz"			€	FORFAITAIRE	50 000,00 €	50 000,00 €	

 NAUTISURF ST MALO SAUVETAGE ET SECOURISME 2023									
RUE ANATOLE LE BRAZ 35400 SAINT MALO ADV01141 - D35131492 - HSA00398									
Localisation - DGF 2023	Intervenants	Objet de la demande	Subventions 2022	Quantité	Coût du projet	Dép. retenues	Subv. sollicitée	Subv. prévue	Décision
Pays de saint-malo	<u>Mandataire</u> - Nautisurf st malo sauvetage et secourisme	attribution d'une subvention dans le cadre du budget participatif breillien pour un projet d'éducation à l'environnement intitulé "génération recycleur"			€	FORFAITAIRE	83 000,00 €	83 000,00 €	
 VITRE TUVALU 2023									
CENTRE SOCIAL JACQUES BOYER 27 RUE NOTRE DAME 35500 VITRE ADV01135 - D35139061 - HSA00396									
Localisation - DGF 2023	Intervenants	Objet de la demande	Subventions 2022	Quantité	Coût du projet	Dép. retenues	Subv. sollicitée	Subv. prévue	Décision
Vitre	<u>Mandataire</u> - Vitre tuvalu	attribution d'une subvention dans le cadre du budget participatif breillien pour le projet "campagne de mesures de Co2 en intérieur"			€	FORFAITAIRE	4 700,00 €	4 700,00 €	

Total pour l'imputation : 2023 PARTI001 7 204 01 20421 0 P43

		311 700,00 €	311 700,00 €	
--	--	---------------------	---------------------	--

Total général :

		361 700,00 €	361 700,00 €	
--	--	--------------	--------------	--

CONVENTION DE SUBVENTION

1^{ère} EDITION DU BUDGET PARTICIPATIF BRETEILLIEN

Vu les statuts de l'association « Les petites cantines Bruz » ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.1611-4 qui prévoit que toute association qui a reçu une subvention (directe ou indirecte) peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée, de même que la transmission des comptes financiers certifiés des associations subventionnées aux collectivités territoriales et prohibe le reversement de subventions en cascade d'une association à une autre, sauf si cela est expressément prévu dans la convention conclue entre la collectivité territoriale et l'association ;

- son annexe 1 portant liste des pièces justificatives des dépenses des collectivités ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment ses articles 9-1 et 10 ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la délibération n°54 du Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine en date du 29 août 2022 approuvant le règlement de la première édition du budget participatif breteillien.

ENTRE

LE Département d'Ille-et-Vilaine,

Représenté par Monsieur Jean-Luc CHENUT, Président du Conseil départemental, dûment habilité par la décision de la Commission permanente en date du 16 octobre 2023.

Dénommé ci-après « le Département »,

ET

L'Association « Les Petites Cantines Bruz » domiciliée 70 lieu dit le grand Patis 35170 Bruz, SIRET n°903 928 422 00018, et déclarée en préfecture le 23 juillet 2021.

Représentée par Madame Anne-Sophie TEMPEREAU ayant la qualité de présidente, dûment habilitée(e) par le Conseil d'Administration de l'association Les Petites Cantines Bruz en date du 16 février 2023.

Dénommée ci-après « l'Association »,

PRÉAMBULE

Le budget participatif breteillien est un dispositif permettant aux Breteilliennes de voter pour l'affectation d'une partie du budget d'investissement du Département, sur la base d'idées citoyennes ou associatives, et de participer ainsi à la transformation de leur territoire.

Le Conseil départemental a alloué à ce premier budget participatif un budget d'investissement de 2 millions d'euros.

La phase de dépôt des idées s'est déroulée du 1^{er} décembre 2022 au 15 février 2023. Sur les 305 idées déposées, 131 ont été soumises au vote citoyen entre le 1^{er} et le 30 juin 2023.

Parmi elles, 60 sont retenues conformément aux modalités de désignation des projets lauréats définies dans le règlement du budget participatif à l'article 7.

CECI AYANT ÉTÉ EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er}: Objet de la convention

La présente convention a pour but de définir les modalités de versement d'une subvention d'investissement d'un montant de 50 000 € à l'Association pour la réalisation du projet « ouverture d'une Petite Cantine à Bruz ». Pour cela, les dépenses seront engagées par l'Association à son initiative et sous sa responsabilité.

ARTICLE 2 : Montant de la subvention

Le montant maximum de la subvention allouée par le Département à l'Association s'élève à 50 000€.

Ce montant pourra être réajusté (diminué) en fonction des dépenses réelles, après justification des dépenses et avant versement du solde.

ARTICLE 3 : Modalités de versement de la subvention

La subvention sera versée après demande de versement selon les modalités suivantes :

- Un premier acompte représentant 80% du montant de la subvention soit 40 000€, après signature de la présente convention,
- Le solde du montant de la subvention sur présentation des justificatifs de la mise en œuvre du projet (présentation d'un état récapitulatif des dépenses visé par le Président de l'association ou le trésorier)

La subvention sera créditée au compte bancaire courant ouvert au nom de l'Association, selon les procédures comptables en vigueur, sur présentation d'**un Relevé d'Identité Bancaire :**

Domiciliation : 13606 – 00077 – 46332683071 70
IBAN : FR76 1360 6000 7746 3326 8307 170
Code BIC :AGRIFRPP836

ARTICLE 4 : Engagements des parties

4.1 Engagements du Département :

Le Département s'engage à financer le projet, objet de la présente convention et lauréat de la première édition de son budget participatif, dans la limite maximale du montant indiqué lorsque le projet a été soumis au vote citoyen.

4.2 Engagements de l'Association :

L'Association s'engage à mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention et lauréat de la première édition du budget participatif breillien, en restant fidèle au descriptif et objectifs présentés aux citoyens lors du vote.

L'Association s'engage également à conserver les matériels financés par le Département dans le cadre de la présente convention et à les utiliser conformément aux objectifs dudit projet.

ARTICLE 5 : Reddition des comptes et contrôles financiers

L'Association s'engage à communiquer au Département, six mois après la date de clôture de son exercice comptable, et au plus tard le 30 juin de l'année n+1 par rapport à l'année au titre de laquelle la subvention est versée :

- le bilan et le compte de résultat ainsi que ses annexes certifiés par le/la Président(e) de l'Association ou le Commissaire aux comptes ;
- le rapport du Commissaire aux comptes (si l'Association a cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un Commissaire aux comptes) ;
- le rapport d'activité de l'année écoulée ;
- le bilan financier des actions menées, en lien avec le projet subventionné, sur l'exercice écoulé.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment, sur simple demande du Département, de l'utilisation de la subvention reçue. A cet effet, elle tient sa comptabilité à disposition pour répondre de ses obligations.

L'Association s'engage également :

- à déclarer, sous un délai de trois mois, toute modification remettant en cause ses liens avec le territoire du département d'Ille-et-Vilaine ;
- à prévenir sans délai le Département de toute difficulté économique rencontrée au cours de sa gestion. Les parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre, en préservant la responsabilité du Département qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, voir sa responsabilité recherchée par l'Association en qualité d'organisme public subventionneur.

ARTICLE 6 : Contrôle du respect des engagements

L'Association prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que de financer la réalisation du projet précisé à l'article 1^{er} de la présente convention.

L'Association s'engage à faciliter le contrôle par le Département, à tout moment et éventuellement sur pièces et sur place, des conditions de réalisation de ce projet, notamment en lui donnant accès à tous documents administratifs et comptables à cette fin.

Le bilan de ce contrôle éventuel, qui porte également sur les conditions juridiques et financières de la gestion, est communiqué au bénéficiaire.

ARTICLE 7 : Sanction du non-respect des obligations

Le Département peut mettre en cause le montant de la subvention accordée et/ou exiger la restitution de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de :

- Non-respect des engagements de l'Association mentionnés ci-dessus,
- Modification substantielle du projet réalisé par l'Association,
- Non-respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, et notamment des dispositions ayant trait à la transparence financière,
- Non réalisation du projet au terme du délai de 3 ans prévu à l'article 10 de la présente convention.

En cas de non-respect, par l'une des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit, par l'une des parties, à l'expiration d'un délai d'1 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 8 : Communication et information du public

Les actions de communication entreprises par l'Association au sujet du projet - objet de la présente convention - devront mentionner le soutien financier du Département et le fait que ce financement intervient dans le cadre du budget participatif breillien.

A cette fin, l'Association s'engage à faire état de la participation financière du Département d'Ille-et-Vilaine sur tout support papier et web qu'elle réalisera, en précisant la mention : « projet lauréat du budget participatif départemental 2023 »

Elle reproduira le logo du Département d'Ille-et-Vilaine sur les supports réalisés. Les logos sont disponibles sur le site du Département (ille-et-vilaine.fr) ou peuvent être demandés à la Direction de la communication du Département.

En fonction de la nature des investissements financés par le Département, une plaque ou a minima un autocollant indiquant « Projet lauréat du budget participatif départemental 2023 » devra être apposé par l'Association (plaque et autocollants seront fournis).

Le Département devra être informé des actions ou des événements majeurs organisés par l'Association en lien avec le projet lauréat.

ARTICLE 9 : Protection des données

Dans le cadre de la convention, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018.

ARTICLE 10 : Durée de la convention

La présente convention est conclue **pour une durée de 3 ans** à compter de sa signature par les parties.

Si le projet financé par le Département n'est pas réalisé dans le délai mentionné ci-dessus, la décision attributive sera caduque de plein droit.

Le Département pourra dans ce cas exiger la restitution de la totalité de la subvention, y compris si des crédits ont déjà été engagés par l'association.

ARTICLE 11 : Assurances - Litiges

Chaque partie fera son affaire de souscrire toutes polices d'assurance permettant de garantir les activités du projet décrit par la présente convention.

Tout litige relatif à la présente convention qui n'aurait pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties sera soumis à la compétence du Tribunal Administratif de Rennes.

Fait à RENNES, le 24/08/2023,

Pour l'Association « les Petites Cantines Bruz »
Le Président,
Anne-Sophie TEMPEREAU

Pour le Département d'Ille-et-Vilaine
Le Président du Conseil départemental
Jean-Luc CHENUT

CONVENTION DE SUBVENTION

1^{ère} EDITION DU BUDGET PARTICIPATIF BREILLIEN

Vu les statuts de l'association « ÎLOT VIVANT » ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.1611-4 qui prévoit que toute association qui a reçu une subvention (directe ou indirecte) peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée, de même que la transmission des comptes financiers certifiés des associations subventionnées aux collectivités territoriales et prohibe le reversement de subventions en cascade d'une association à une autre, sauf si cela est expressément prévu dans la convention conclue entre la collectivité territoriale et l'association ;

- son annexe 1 portant liste des pièces justificatives des dépenses des collectivités ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment ses article 9-1 et 10 ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la délibération n°54 du Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine en date du 29 août 2022 approuvant le règlement de la première édition du budget participatif breillien.

ENTRE

LE Département d'Ille-et-Vilaine,

Représenté par Monsieur Jean-Luc CHENUT, Président du Conseil départemental, dûment habilité par la décision de la Commission permanente en date du 16 octobre 2023.

Dénommé ci-après « le Département »,

ET

L'Association « ÎLOT VIVANT » domiciliée Petits Chapelais 35310 Chavagne, SIRET n°888 596 061 00018, et déclarée en préfecture le 22 août 2020.

Représentée par Madame Hélène LE COZ, ayant la qualité de co-présidente, dûment habilité(e) par l'assemblée générale en date du 6 février 2023.

Dénommée ci-après « l'Association »,

PRÉAMBULE

Le budget participatif breillien est un dispositif permettant aux Breillien.nes de voter pour l'affectation d'une partie du budget d'investissement du Département, sur la base d'idées citoyennes ou associatives, et de participer ainsi à la transformation de leur territoire.

Le Conseil départemental a alloué à ce premier budget participatif un budget d'investissement de 2 millions d'euros.

La phase de dépôt des idées s'est déroulée du 1^{er} décembre 2022 au 15 février 2023. Sur les 305 idées déposées, 131 ont été soumises au vote citoyen entre le 1^{er} et le 30 juin 2023.

Parmi elles, 60 sont retenues conformément aux modalités de désignation des projets lauréats définies dans le règlement du budget participatif à l'article 7.

CECI AYANT ÉTÉ EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention a pour but de définir les modalités de versement d'une subvention d'investissement d'un montant de 10 000 € à l'Association pour la réalisation du projet intitulé « la forge du village ». Pour cela, les dépenses seront engagées par l'Association à son initiative et sous sa responsabilité.

ARTICLE 2 : Montant de la subvention

Le montant maximum de la subvention allouée par le Département à l'Association s'élève à 10 000€.

Ce montant pourra être réajusté en fonction des dépenses réelles, après justification des dépenses et avant versement du solde.

ARTICLE 3 : Modalités de versement de la subvention

La subvention sera versée après demande de versement selon les modalités suivantes :

- Un premier acompte représentant 80% du montant de la subvention soit 8 000€, après signature de la présente convention,
- le solde du montant de la subvention sur présentation des justificatifs de la mise en œuvre du projet (présentation d'un état récapitulatif des dépenses visé par le Président de l'association ou le trésorier).

La subvention sera créditée au compte bancaire courant ouvert au nom de l'Association, selon les procédures comptables en vigueur, sur présentation d'**un Relevé d'Identité Bancaire** :

Domiciliation : 14445 20200 08003728361 08
IBAN : FR76 1444 5202 0008 0037 2836 108
Code BIC : C E P A F R P P 4 4 4

ARTICLE 4 : Engagements des parties

4.1 Engagements du Département :

Le Département s'engage à financer le projet, objet de la présente convention et lauréat de la première édition de son budget participatif, dans la limite maximale du montant indiqué lorsque le projet a été soumis au vote citoyen.

4.2 Engagements de l'Association :

L'Association s'engage à mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention et lauréat de la première édition du budget participatif breillien, en restant fidèle au descriptif et objectifs présentés aux citoyens lors du vote.

L'Association s'engage également à conserver les matériels financés par le Département dans le cadre de la présente convention et à les utiliser conformément aux objectifs dudit projet.

ARTICLE 5 : Reddition des comptes et contrôles financiers

L'Association s'engage à communiquer au Département, six mois après la date de clôture de son exercice comptable, et au plus tard le 30 juin de l'année n+1 par rapport à l'année au titre de laquelle la subvention est versée :

- le bilan et le compte de résultat ainsi que ses annexes certifiés par le/la Président(e) de l'Association ou le Commissaire aux comptes ;
- le rapport du Commissaire aux comptes (si l'Association a cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un Commissaire aux comptes) ;
- le rapport d'activité de l'année écoulée ;
- le bilan financier des actions menées, en lien avec le projet subventionné, sur l'exercice écoulé.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment, sur simple demande du Département, de l'utilisation de la subvention reçue. A cet effet, elle tient sa comptabilité à disposition pour répondre de ses obligations.

L'Association s'engage également :

- à déclarer, sous un délai de trois mois, toute modification remettant en cause ses liens avec le territoire du département d'Ille-et-Vilaine ;
- à prévenir sans délai le Département de toute difficulté économique rencontrée au cours de sa gestion. Les parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre, en préservant la responsabilité du Département qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, voir sa responsabilité recherchée par l'Association en qualité d'organisme public subventionneur.

ARTICLE 6 : Contrôle du respect des engagements

L'Association prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que de financer la réalisation du projet précisé à l'article 1^{er} de la présente convention.

L'Association s'engage à faciliter le contrôle par le Département, à tout moment et éventuellement sur pièces et sur place, des conditions de réalisation de ce projet, notamment en lui donnant accès à tous documents administratifs et comptables à cette fin.

Le bilan de ce contrôle éventuel, qui porte également sur les conditions juridiques et financières de la gestion, est communiqué au bénéficiaire.

ARTICLE 7 : Sanction du non-respect des obligations

Le Département peut mettre en cause le montant de la subvention accordée et/ou exiger la restitution de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de :

- Non-respect des engagements de l'Association mentionnés ci-dessus,
- Modification substantielle du projet réalisé par l'Association,
- Non-respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, et notamment des dispositions ayant trait à la transparence financière,
- Non réalisation du projet au terme du délai de 3 ans prévu à l'article 10 de la présente convention.

En cas de non-respect, par l'une des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit, par l'une des parties, à l'expiration d'un délai d'1 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 8 : Communication et information du public

Les actions de communication entreprises par l'Association au sujet du projet - objet de la présente convention - devront mentionner le soutien financier du Département et le fait que ce financement intervient dans le cadre du budget participatif breillien.

A cette fin, l'Association s'engage à faire état de la participation financière du Département d'Ille-et-Vilaine sur tout support papier et web qu'elle réalisera, en précisant la mention : « projet lauréat du budget participatif départemental 2023 »

Elle reproduira le logo du Département d'Ille-et-Vilaine sur les supports réalisés. Les logos sont disponibles sur le site du Département (ille-et-vilaine.fr) ou peuvent être demandés à la Direction de la communication du Département.

En fonction de la nature des investissements financés par le Département, une plaque ou a minima un autocollant indiquant « Projet lauréat du budget participatif départemental 2023 » devra être apposé par l'Association (plaque et autocollants seront fournis).

Le Département devra être informé des actions ou des événements majeurs organisés par l'Association en lien avec le projet lauréat.

ARTICLE 9 : Protection des données

Dans le cadre de la convention, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018.

ARTICLE 10 : Durée de la convention

La présente convention est conclue **pour une durée de 3 ans** à compter de sa signature par les parties.

Si le projet financé par le Département n'est pas réalisé dans le délai mentionné ci-dessus, la décision attributive sera caduque de plein droit.

Le Département pourra dans ce cas exiger la restitution de la totalité de la subvention, y compris si des crédits ont déjà été engagés par l'association.

ARTICLE 11 : Assurances - Litiges

Chaque partie fera son affaire de souscrire toutes polices d'assurance permettant de garantir les activités du projet décrit par la présente convention.

Tout litige relatif à la présente convention qui n'aurait pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties sera soumis à la compétence du Tribunal Administratif de Rennes.

Fait à RENNES, le 24/08/2023,

Pour l'Association
La co-présidente,
Hélène LE COZ

Pour le Département d'Ille-et-Vilaine
Le Président du Conseil départemental
Jean-Luc CHENUT

CONVENTION DE SUBVENTION

1^{ère} EDITION DU BUDGET PARTICIPATIF BREILLIEN

Vu les statuts de l'association « DE VOIES EN VOIX » ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.1611-4 qui prévoit que toute association qui a reçu une subvention (directe ou indirecte) peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée, de même que la transmission des comptes financiers certifiés des associations subventionnées aux collectivités territoriales et prohibe le reversement de subventions en cascade d'une association à une autre, sauf si cela est expressément prévu dans la convention conclue entre la collectivité territoriale et l'association ;

- son annexe 1 portant liste des pièces justificatives des dépenses des collectivités ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment ses article 9-1 et 10 ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la délibération n°54 du Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine en date du 29 août 2022 approuvant le règlement de la première édition du budget participatif breillien.

ENTRE

LE Département d'Ille-et-Vilaine,

Représenté par Monsieur Jean-Luc CHENUT, Président du Conseil départemental, dûment habilité par la décision de la Commission permanente en date du 16 octobre 2023.

Dénommé ci-après « le Département »,

ET

L'Association « DE VOIES EN VOIX » dont le siège est domicilié 5 rue du Pont aux ânes 35300 Fougères, SIRET n°890 422 587 00018, et déclarée en préfecture le 24 septembre 2020.

Représentée par Monsieur Nicolas GROJEANNE, ayant la qualité de Président, dûment habilité par le Conseil d'administration en date du 24/05/2022,

Dénommée ci-après « l'Association »,

PRÉAMBULE

Le budget participatif breillien est un dispositif permettant aux Breillien.nes de voter pour l'affectation d'une partie du budget d'investissement du Département, sur la base d'idées citoyennes ou associatives, et de participer ainsi à la transformation de leur territoire.

Le Conseil départemental a alloué à ce premier budget participatif un budget d'investissement de 2 millions d'euros.

La phase de dépôt des idées s'est déroulée du 1^{er} décembre 2022 au 15 février 2023. Sur les 305 idées déposées, 131 ont été soumises au vote citoyen entre le 1^{er} et le 30 juin 2023.

Parmi elles, 60 sont retenues conformément aux modalités de désignation des projets lauréats définies dans le règlement du budget participatif à l'article 7.

CECI AYANT ÉTÉ EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention a pour but de définir les modalités de versement d'une subvention d'investissement d'un montant de 50 000 € à l'Association pour la réalisation du projet intitulé « le Tournevis ». Pour cela, les dépenses seront engagées par l'Association à son initiative et sous sa responsabilité.

ARTICLE 2 : Montant de la subvention

Le montant maximum de la subvention allouée par le Département à l'Association s'élève à 50 000€.

Ce montant pourra être réajusté (diminué) en fonction des dépenses réelles, après justification des dépenses et avant versement du solde.

ARTICLE 3 : Modalités de versement de la subvention

La subvention sera versée après demande de versement selon les modalités suivantes :

- Un premier acompte représentant 80% du montant de la subvention soit 40 000€, après signature de la présente convention,
- le solde du montant de la subvention sur présentation des justificatifs de la mise en œuvre du projet (présentation d'un état récapitulatif des dépenses visé par le Président de l'association ou le trésorier)

La subvention sera créditée au compte bancaire courant ouvert au nom de l'Association, selon les procédures comptables en vigueur, sur présentation d'**un Relevé d'Identité Bancaire :**

Domiciliation : 13606 00020 46337251617 29
IBAN : FR76 1360 6000 2046 3372 5161 729
Code BIC : AGRIFRPP836

ARTICLE 4 : Engagements des parties

4.1 Engagements du Département :

Le Département s'engage à financer le projet, objet de la présente convention et lauréat de la première édition de son budget participatif, dans la limite maximale du montant indiqué lorsque le projet a été soumis au vote citoyen.

4.2 Engagements de l'Association :

L'Association s'engage à mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention et lauréat de la première édition du budget participatif breillien, en restant fidèle au descriptif et objectifs présentés aux citoyens lors du vote.

L'Association s'engage également à conserver les matériels financés par le Département dans le cadre de la présente convention et à les utiliser conformément aux objectifs dudit projet.

ARTICLE 5 : Reddition des comptes et contrôles financiers

L'Association s'engage à communiquer au Département, six mois après la date de clôture de son exercice comptable, et au plus tard le 30 juin de l'année n+1 par rapport à l'année au titre de laquelle la subvention est versée :

- le bilan et le compte de résultat ainsi que ses annexes certifiés par le/la Président(e) de l'Association ou le Commissaire aux comptes ;
- le rapport du Commissaire aux comptes (si l'Association a cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un Commissaire aux comptes) ;
- le rapport d'activité de l'année écoulée ;
- le bilan financier des actions menées, en lien avec le projet subventionné, sur l'exercice écoulé.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment, sur simple demande du Département, de l'utilisation de la subvention reçue. A cet effet, elle tient sa comptabilité à disposition pour répondre de ses obligations.

L'Association s'engage également :

- à déclarer, sous un délai de trois mois, toute modification remettant en cause ses liens avec le territoire du département d'Ille-et-Vilaine ;
- à prévenir sans délai le Département de toute difficulté économique rencontrée au cours de sa gestion. Les parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre, en préservant la responsabilité du Département qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, voir sa responsabilité recherchée par l'Association en qualité d'organisme public subventionneur.

ARTICLE 6 : Contrôle du respect des engagements

L'Association prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que de financer la réalisation du projet précisé à l'article 1^{er} de la présente convention.

L'Association s'engage à faciliter le contrôle par le Département, à tout moment et éventuellement sur pièces et sur place, des conditions de réalisation de ce projet, notamment en lui donnant accès à tous documents administratifs et comptables à cette fin.

Le bilan de ce contrôle éventuel, qui porte également sur les conditions juridiques et financières de la gestion, est communiqué au bénéficiaire.

ARTICLE 7 : Sanction du non-respect des obligations

Le Département peut mettre en cause le montant de la subvention accordée et/ou exiger la restitution de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de :

- Non-respect des engagements de l'Association mentionnés ci-dessus,
- Modification substantielle du projet réalisé par l'Association,
- Non-respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, et notamment des dispositions ayant trait à la transparence financière,
- Non réalisation du projet au terme du délai de 3 ans prévu à l'article 10 de la présente convention.

En cas de non-respect, par l'une des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit, par l'une des parties, à l'expiration d'un délai d'1 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 8 : Communication et information du public

Les actions de communication entreprises par l'Association au sujet du projet - objet de la présente convention - devront mentionner le soutien financier du Département et le fait que ce financement intervient dans le cadre du budget participatif breillien.

A cette fin, l'Association s'engage à faire état de la participation financière du Département d'Ille-et-Vilaine sur tout support papier et web qu'elle réalisera, en précisant la mention : « projet lauréat du budget participatif départemental 2023 »

Elle reproduira le logo du Département d'Ille-et-Vilaine sur les supports réalisés. Les logos sont disponibles sur le site du Département (ille-et-vilaine.fr) ou peuvent être demandés à la Direction de la communication du Département.

En fonction de la nature des investissements financés par le Département, une plaque ou a minima un autocollant indiquant « Projet lauréat du budget participatif départemental 2023 » devra être apposé par l'Association (plaque et autocollants seront fournis).

Le Département devra être informé des actions ou des événements majeurs organisés par l'Association en lien avec le projet lauréat.

ARTICLE 9 : Protection des données

Dans le cadre de la convention, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018.

ARTICLE 10 : Durée de la convention

La présente convention est conclue **pour une durée de 3 ans** à compter de sa signature par les parties.

Si le projet financé par le Département n'est pas réalisé dans le délai mentionné ci-dessus, la décision attributive sera caduque de plein droit.

Le Département pourra dans ce cas exiger la restitution de la totalité de la subvention, y compris si des crédits ont déjà été engagés par l'association.

ARTICLE 11 : Assurances - Litiges

Chaque partie fera son affaire de souscrire toutes polices d'assurance permettant de garantir les activités du projet décrit par la présente convention.

Tout litige relatif à la présente convention qui n'aurait pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties sera soumis à la compétence du Tribunal Administratif de Rennes.

Fait à RENNES, le 24/08/2023,

Pour l'Association
Le Président,
Nicolas GROJEANNE

Pour le Département d'Ille-et-Vilaine
Le Président du Conseil départemental
Jean-Luc CHENUT

CONVENTION DE SUBVENTION

1^{ère} EDITION DU BUDGET PARTICIPATIF BREILLIEN

Vu les statuts de l'association « ESPERO BRETAGNE » ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.1611-4 qui prévoit que toute association qui a reçu une subvention (directe ou indirecte) peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée, de même que la transmission des comptes financiers certifiés des associations subventionnées aux collectivités territoriales et prohibe le reversement de subventions en cascade d'une association à une autre, sauf si cela est expressément prévu dans la convention conclue entre la collectivité territoriale et l'association ;

- son annexe 1 portant liste des pièces justificatives des dépenses des collectivités ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment ses article 9-1 et 10 ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la délibération n°54 du Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine en date du 29 août 2022 approuvant le règlement de la première édition du budget participatif breillien.

ENTRE

LE Département d'Ille-et-Vilaine,

Représenté par Monsieur Jean-Luc CHENUT, Président du Conseil départemental, dûment habilité par la décision de la Commission permanente en date du 16 octobre 2023.

Dénommé ci-après « le Département »,

ET

L'Association « ESPERO BRETAGNE » domiciliée chez Comme Un Etabli 5 rue Bahon Rault 35000 Rennes, SIRET n°923 243 802 00017, et déclarée en préfecture le 06 mars 2023.

Représentée par Madame Marion Levesque, ayant la qualité de Coordinatrice, dûment habilité(e) par le conseil d'administration et Gaëlle Rouget, Présidente en date du 5 avril 2023,

Dénommée ci-après « l'Association »,

PRÉAMBULE

Le budget participatif breillien est un dispositif permettant aux Breillien.nes de voter pour l'affectation d'une partie du budget d'investissement du Département, sur la base d'idées citoyennes ou associatives, et de participer ainsi à la transformation de leur territoire.

Le Conseil départemental a alloué à ce premier budget participatif un budget d'investissement de 2 millions d'euros.

La phase de dépôt des idées s'est déroulée du 1^{er} décembre 2022 au 15 février 2023. Sur les 305 idées déposées, 131 ont été soumises au vote citoyen entre le 1^{er} et le 30 juin 2023.

Parmi elles, 60 sont retenues conformément aux modalités de désignation des projets lauréats définies dans le règlement du budget participatif à l'article 7.

CECI AYANT ÉTÉ EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention a pour but de définir les modalités de versement d'une subvention d'investissement d'un montant de 45 000 € à l'Association pour la réalisation du projet intitulé « Atelier upcycling pour femmes réfugiées à Rennes ». Pour cela, les dépenses seront engagées par l'Association à son initiative et sous sa responsabilité.

ARTICLE 2 : Montant de la subvention

Le montant maximum de la subvention allouée par le Département à l'Association s'élève à 45 000€.

Ce montant pourra être réajusté (diminué) en fonction des dépenses réelles, après justification des dépenses et avant versement du solde.

ARTICLE 3 : Modalités de versement de la subvention

La subvention sera versée après demande de versement selon les modalités suivantes :

- Un premier acompte représentant 80% du montant de la subvention soit 36 000 €, après signature de la présente convention,
- le solde du montant de la subvention sur présentation des justificatifs de la mise en œuvre du projet (présentation d'un état récapitulatif des dépenses visé par le Président de l'association ou le trésorier)

La subvention sera créditée au compte bancaire courant ouvert au nom de l'Association, selon les procédures comptables en vigueur, sur présentation d'**un Relevé d'Identité Bancaire** :

Domiciliation : 42559 10000 08026621674 46
IBAN : FR76 4255 9100 0008 0266 2167 446
Code BIC : CCOPFRPPXXX

ARTICLE 4 : Engagements des parties

4.1 Engagements du Département :

Le Département s'engage à financer le projet, objet de la présente convention et lauréat de la première édition de son budget participatif, dans la limite maximale du montant indiqué lorsque le projet a été soumis au vote citoyen.

4.2 Engagements de l'Association :

L'Association s'engage à mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention et lauréat de la première édition du budget participatif breillien, en restant fidèle au descriptif et objectifs présentés aux citoyens lors du vote.

L'Association s'engage également à conserver les matériels financés par le Département dans le cadre de la présente convention et à les utiliser conformément aux objectifs dudit projet.

ARTICLE 5 : Reddition des comptes et contrôles financiers

L'Association s'engage à communiquer au Département, six mois après la date de clôture de son exercice comptable, et au plus tard le 30 juin de l'année n+1 par rapport à l'année au titre de laquelle la subvention est versée :

- le bilan et le compte de résultat ainsi que ses annexes certifiés par le/la Président(e) de l'Association ou le Commissaire aux comptes ;
- le rapport du Commissaire aux comptes (si l'Association a cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un Commissaire aux comptes) ;
- le rapport d'activité de l'année écoulée ;
- le bilan financier des actions menées, en lien avec le projet subventionné, sur l'exercice écoulé.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment, sur simple demande du Département, de l'utilisation de la subvention reçue. A cet effet, elle tient sa comptabilité à disposition pour répondre de ses obligations.

L'Association s'engage également :

- à déclarer, sous un délai de trois mois, toute modification remettant en cause ses liens avec le territoire du département d'Ille-et-Vilaine ;
- à prévenir sans délai le Département de toute difficulté économique rencontrée au cours de sa gestion. Les parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre, en préservant la responsabilité du Département qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, voir sa responsabilité recherchée par l'Association en qualité d'organisme public subventionneur.

ARTICLE 6 : Contrôle du respect des engagements

L'Association prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que de financer la réalisation du projet précisé à l'article 1^{er} de la présente convention.

L'Association s'engage à faciliter le contrôle par le Département, à tout moment et éventuellement sur pièces et sur place, des conditions de réalisation de ce projet, notamment en lui donnant accès à tous documents administratifs et comptables à cette fin.

Le bilan de ce contrôle éventuel, qui porte également sur les conditions juridiques et financières de la gestion, est communiqué au bénéficiaire.

ARTICLE 7 : Sanction du non-respect des obligations

Le Département peut mettre en cause le montant de la subvention accordée et/ou exiger la restitution de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de :

- Non-respect des engagements de l'Association mentionnés ci-dessus,
- Modification substantielle du projet réalisé par l'Association,
- Non-respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, et notamment des dispositions ayant trait à la transparence financière,
- Non réalisation du projet au terme du délai de 3 ans prévu à l'article 10 de la présente convention.

En cas de non-respect, par l'une des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit, par l'une des parties, à l'expiration d'un délai d'1 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 8 : Communication et information du public

Les actions de communication entreprises par l'Association au sujet du projet - objet de la présente convention - devront mentionner le soutien financier du Département et le fait que ce financement intervient dans le cadre du budget participatif breillien.

A cette fin, l'Association s'engage à faire état de la participation financière du Département d'Ille-et-Vilaine sur tout support papier et web qu'elle réalisera, en précisant la mention : « projet lauréat du budget participatif départemental 2023 »

Elle reproduira le logo du Département d'Ille-et-Vilaine sur les supports réalisés. Les logos sont disponibles sur le site du Département (ille-et-vilaine.fr) ou peuvent être demandés à la Direction de la communication du Département.

En fonction de la nature des investissements financés par le Département, une plaque ou a minima un autocollant indiquant « Projet lauréat du budget participatif départemental 2023 » devra être apposé par l'Association (plaque et autocollants seront fournis).

Le Département devra être informé des actions ou des événements majeurs organisés par l'Association en lien avec le projet lauréat.

ARTICLE 9 : Protection des données

Dans le cadre de la convention, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018.

ARTICLE 10 : Durée de la convention

La présente convention est conclue **pour une durée de 3 ans** à compter de sa signature par les parties.

Si le projet financé par le Département n'est pas réalisé dans le délai mentionné ci-dessus, la décision attributive sera caduque de plein droit.

Le Département pourra dans ce cas exiger la restitution de la totalité de la subvention, y compris si des crédits ont déjà été engagés par l'association.

ARTICLE 11 : Assurances - Litiges

Chaque partie fera son affaire de souscrire toutes polices d'assurance permettant de garantir les activités du projet décrit par la présente convention.

Tout litige relatif à la présente convention qui n'aurait pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties sera soumis à la compétence du Tribunal Administratif de Rennes.

Fait à RENNES, le 24/08/2023,

Pour l'Association
Pour ordre,
La Coordinatrice

Pour le Département d'Ille-et-Vilaine
Le Président du Conseil départemental

Marion LEVESQUE

Jean-Luc CHENUT

CONVENTION DE SUBVENTION

1^{ère} EDITION DU BUDGET PARTICIPATIF BREILLIEN

Vu les statuts de l'association Vitré Tuvalu ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.1611-4 qui prévoit que toute association qui a reçu une subvention (directe ou indirecte) peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée, de même que la transmission des comptes financiers certifiés des associations subventionnées aux collectivités territoriales et prohibe le reversement de subventions en cascade d'une association à une autre, sauf si cela est expressément prévu dans la convention conclue entre la collectivité territoriale et l'association ;

- son annexe 1 portant liste des pièces justificatives des dépenses des collectivités ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment ses article 9-1 et 10 ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la délibération n°54 du Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine en date du 29 août 2022 approuvant le règlement de la première édition du budget participatif breillien.

ENTRE

LE Département d'Ille-et-Vilaine,

Représenté par Monsieur Jean-Luc CHENUT, Président du Conseil départemental, dûment habilité par la décision de la Commission permanente en date du 16 octobre 2023.

Dénommé ci-après « le Département »,

ET

L'association Vitré Tuvalu, domiciliée Centre social - 27 rue Notre Dame - 35500 VITRÉ,
SIRET n°504 468 059 00010 et déclarée en préfecture le 10/06/2006

Représentée par Monsieur Jacques LE LETTY, ayant la qualité de président, dûment habilité,

Dénommée ci-après « l'Association »,

PRÉAMBULE

Le budget participatif breillien est un dispositif permettant aux Breillien.nes de voter pour l'affectation d'une partie du budget d'investissement du Département, sur la base d'idées citoyennes ou associatives, et de participer ainsi à la transformation de leur territoire.

Le Conseil départemental a alloué à ce premier budget participatif un budget d'investissement de 2 millions d'euros.

La phase de dépôt des idées s'est déroulée du 1^{er} décembre 2022 au 15 février 2023. Sur les 305 idées déposées, 131 ont été soumises au vote citoyen entre le 1^{er} et le 30 juin 2023.

Parmi elles, 60 sont retenues conformément aux modalités de désignation des projets lauréats définies dans le règlement du budget participatif à l'article 7.

CECI AYANT ÉTÉ EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention a pour but de définir les modalités de versement d'une subvention d'investissement d'un montant de 4 700 € à l'Association pour la réalisation du projet

« Campagne de mesure du CO2 en intérieur ». Pour cela, les dépenses seront engagées par l'Association à son initiative et sous sa responsabilité.

ARTICLE 2 : Montant de la subvention

Le montant maximum de la subvention allouée par le Département à l'Association s'élève à 4 700 €.

Ce montant pourra être réajusté (diminué) en fonction des dépenses réelles, après justification des dépenses.

ARTICLE 3 : Modalités de versement de la subvention

La subvention sera versée en intégralité après le vote en Commission permanente et la signature de la présente convention par les parties.

La subvention sera créditée au compte bancaire courant ouvert au nom de l'Association, selon les procédures comptables en vigueur, sur présentation d'**un Relevé d'Identité Bancaire** :

Domiciliation : CCM VITRE-CHATILLON
IBAN : FR76 1558 9351 2804 8431 8624 036
Code BIC : CMBRFR2BARK

ARTICLE 4 : Engagements des parties

4.1 Engagements du Département :

Le Département s'engage à financer le projet, objet de la présente convention et lauréat de la première édition de son budget participatif, dans la limite maximale du montant indiqué lorsque le projet a été soumis au vote citoyen.

4.2 Engagements de l'Association :

L'Association s'engage à mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention et lauréat de la première édition du budget participatif breillien, en restant fidèle au descriptif et objectifs présentés aux citoyens lors du vote.

L'Association s'engage également à conserver les matériels financés par le Département dans le cadre de la présente convention et à les utiliser conformément aux objectifs dudit projet.

ARTICLE 5 : Reddition des comptes et contrôles financiers

L'Association s'engage à communiquer au Département, six mois après la date de clôture de son exercice comptable, et au plus tard le 30 juin de l'année n+1 par rapport à l'année au titre de laquelle la subvention est versée :

- le bilan et le compte de résultat ainsi que ses annexes certifiées par le/la Président(e) de l'Association ou le Commissaire aux comptes ;
- le rapport du Commissaire aux comptes (si l'Association a cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un Commissaire aux comptes) ;
- le rapport d'activité de l'année écoulée ;
- le bilan financier des actions menées, en lien avec le projet subventionné, sur l'exercice écoulé.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment, sur simple demande du Département, de l'utilisation de la subvention reçue. A cet effet, elle tient sa comptabilité à disposition pour répondre de ses obligations.

L'Association s'engage également :

- à déclarer, sous un délai de trois mois, toute modification remettant en cause ses liens avec le territoire du département d'Ille-et-Vilaine ;
- à prévenir sans délai le Département de toute difficulté économique rencontrée au cours de sa gestion. Les parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre, en préservant la responsabilité du Département qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, voir sa responsabilité recherchée par l'Association en qualité d'organisme public subventionneur.

ARTICLE 6 : Contrôle du respect des engagements

L'Association prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que de financer la réalisation du projet précisé à l'article 1^{er} de la présente convention.

L'Association s'engage à faciliter le contrôle par le Département, à tout moment et éventuellement sur pièces et sur place, des conditions de réalisation de ce projet, notamment en lui donnant accès à tous documents administratifs et comptables à cette fin.

Le bilan de ce contrôle éventuel, qui porte également sur les conditions juridiques et financières de la gestion, est communiqué au bénéficiaire.

ARTICLE 7 : Sanction du non-respect des obligations

Le Département peut mettre en cause le montant de la subvention accordée et/ou exiger la restitution de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de :

- Non-respect des engagements de l'Association mentionnés ci-dessus,
- Modification substantielle du projet réalisé par l'Association,
- Non-respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, et notamment des dispositions ayant trait à la transparence financière,
- Non réalisation du projet au terme du délai de 3 ans prévu à l'article 10 de la présente convention.

En cas de non-respect, par l'une des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit, par l'une des parties, à l'expiration d'un délai d'1 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 8 : Communication et information du public

Les actions de communication entreprises par l'Association au sujet du projet - objet de la présente convention - devront mentionner le soutien financier du Département et le fait que ce financement intervient dans le cadre du budget participatif breillien.

A cette fin, l'Association s'engage à faire état de la participation financière du Département d'Ille-et-Vilaine sur tout support papier et web qu'elle réalisera, en précisant la mention : « projet lauréat du budget participatif départemental 2023 »

Elle reproduira le logo du Département d'Ille-et-Vilaine sur les supports réalisés. Les logos sont disponibles sur le site du Département (ille-et-vilaine.fr) ou peuvent être demandés à la Direction de la communication du Département.

En fonction de la nature des investissements financés par le Département, une plaque ou a minima un autocollant indiquant « Projet lauréat du budget participatif départemental 2023 » devra être apposé par l'Association (plaque et autocollants seront fournis).

Le Département devra être informé des actions ou des événements majeurs organisés par l'Association en lien avec le projet lauréat.

ARTICLE 9 : Protection des données

Dans le cadre de la convention, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018.

ARTICLE 10 : Durée de la convention

La présente convention est conclue **pour une durée de 3 ans** à compter de sa signature par les parties.

Si le projet financé par le Département n'est pas réalisé dans le délai mentionné ci-dessus, la décision attributive sera caduque de plein droit.

Le Département pourra dans ce cas exiger la restitution de la totalité de la subvention, y compris si des crédits ont déjà été engagés par l'association.

ARTICLE 11 : Assurances - Litiges

Chaque partie fera son affaire de souscrire toutes polices d'assurance permettant de garantir les activités du projet décrit par la présente convention.

Tout litige relatif à la présente convention qui n'aurait pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties sera soumis à la compétence du Tribunal Administratif de Rennes.

Fait à RENNES, le

Pour l'association Vitré Tuvalu
Le Président,
Jacques LE LETTY

Pour le Département d'Ille-et-Vilaine
Le Président du Conseil départemental
Jean-Luc CHENUT

CONVENTION DE SUBVENTION

1^{ère} EDITION DU BUDGET PARTICIPATIF BREILLIEN

Vu les statuts de l'association « LA MAMI » ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.1611-4 qui prévoit que toute association qui a reçu une subvention (directe ou indirecte) peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée, de même que la transmission des comptes financiers certifiés des associations subventionnées aux collectivités territoriales et prohibe le reversement de subventions en cascade d'une association à une autre, sauf si cela est expressément prévu dans la convention conclue entre la collectivité territoriale et l'association ;

- son annexe 1 portant liste des pièces justificatives des dépenses des collectivités ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment ses article 9-1 et 10 ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la délibération n°54 du Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine en date du 29 août 2022 approuvant le règlement de la première édition du budget participatif breillien.

ENTRE

LE Département d'Ille-et-Vilaine,

Représenté par Monsieur Jean-Luc CHENUT, Président du Conseil départemental, dûment habilité par la décision de la Commission permanente en date du 16 octobre 2023.

Dénommé ci-après « le Département »,

ET

L'Association « LA MAMI » domiciliée Le QUADRI, 47 avenue des Pays Bas, 35200 RENNES, SIRET n°918 893 918 00022, et déclarée en préfecture le 28 juillet 2022.

Représentée par Monsieur Julien Bricaud ayant la qualité de co-président, dûment habilité par délibération du Conseil d'Administration en date du 12 juillet 2022,

Dénommée ci-après « l'Association »,

PRÉAMBULE

Le budget participatif breillien est un dispositif permettant aux Breillien.nes de voter pour l'affectation d'une partie du budget d'investissement du Département, sur la base d'idées citoyennes ou associatives, et de participer ainsi à la transformation de leur territoire.

Le Conseil départemental a alloué à ce premier budget participatif un budget d'investissement de 2 millions d'euros.

La phase de dépôt des idées s'est déroulée du 1^{er} décembre 2022 au 15 février 2023. Sur les 305 idées déposées, 131 ont été soumises au vote citoyen entre le 1^{er} et le 30 juin 2023.

Parmi elles, 60 sont retenues conformément aux modalités de désignation des projets lauréats définies dans le règlement du budget participatif à l'article 7.

CECI AYANT ÉTÉ EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention a pour but de définir les modalités de versement d'une subvention d'investissement d'un montant de 15 000 € à l'Association pour la réalisation du projet intitulé « la Maison des Migrations à Rennes ». Pour cela, les dépenses seront engagées par l'Association à son initiative et sous sa responsabilité.

ARTICLE 2 : Montant de la subvention

Le montant maximum de la subvention allouée par le Département à l'Association s'élève à 15 000€.

Ce montant pourra être réajusté en fonction des dépenses réelles, après justification des dépenses et avant versement du solde.

ARTICLE 3 : Modalités de versement de la subvention

La subvention sera versée après demande de versement selon les modalités suivantes :

- Un premier acompte représentant 80% du montant de la subvention soit 12 000€, après signature de la présente convention,
- le solde du montant de la subvention sur présentation des justificatifs de la mise en œuvre du projet (présentation d'un état récapitulatif des dépenses visé par le Président de l'association ou le trésorier)

La subvention sera créditée au compte bancaire courant ouvert au nom de l'Association, selon les procédures comptables en vigueur, sur présentation d'**un Relevé d'Identité Bancaire** :

Domiciliation : 15589 35154 087905711 40 27
IBAN : FR76 1558 9351 5408 7905 7114 027
Code BIC : CMBRFR2BXXX

ARTICLE 4 : Engagements des parties

4.1 Engagements du Département :

Le Département s'engage à financer le projet, objet de la présente convention et lauréat de la première édition de son budget participatif, dans la limite maximale du montant indiqué lorsque le projet a été soumis au vote citoyen.

4.2 Engagements de l'Association :

L'Association s'engage à mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention et lauréat de la première édition du budget participatif breillien, en restant fidèle au descriptif et objectifs présentés aux citoyens lors du vote.

L'Association s'engage également à conserver les matériels financés par le Département dans le cadre de la présente convention et à les utiliser conformément aux objectifs dudit projet.

ARTICLE 5 : Reddition des comptes et contrôles financiers

L'Association s'engage à communiquer au Département, six mois après la date de clôture de son exercice comptable, et au plus tard le 30 juin de l'année n+1 par rapport à l'année au titre de laquelle la subvention est versée :

- le bilan et le compte de résultat ainsi que ses annexes certifiés par le/la Président(e) de l'Association ou le Commissaire aux comptes ;
- le rapport du Commissaire aux comptes (si l'Association a cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un Commissaire aux comptes) ;
- le rapport d'activité de l'année écoulée ;
- le bilan financier des actions menées, en lien avec le projet subventionné, sur l'exercice écoulé.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment, sur simple demande du Département, de l'utilisation de la subvention reçue. A cet effet, elle tient sa comptabilité à disposition pour répondre de ses obligations.

L'Association s'engage également :

- à déclarer, sous un délai de trois mois, toute modification remettant en cause ses liens avec le territoire du département d'Ille-et-Vilaine ;
- à prévenir sans délai le Département de toute difficulté économique rencontrée au cours de sa gestion. Les parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre, en préservant la responsabilité du Département qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, voir sa responsabilité recherchée par l'Association en qualité d'organisme public subventionneur.

ARTICLE 6 : Contrôle du respect des engagements

L'Association prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que de financer la réalisation du projet précisé à l'article 1^{er} de la présente convention.

L'Association s'engage à faciliter le contrôle par le Département, à tout moment et éventuellement sur pièces et sur place, des conditions de réalisation de ce projet, notamment en lui donnant accès à tous documents administratifs et comptables à cette fin.

Le bilan de ce contrôle éventuel, qui porte également sur les conditions juridiques et financières de la gestion, est communiqué au bénéficiaire.

ARTICLE 7 : Sanction du non-respect des obligations

Le Département peut mettre en cause le montant de la subvention accordée et/ou exiger la restitution de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de :

- Non-respect des engagements de l'Association mentionnés ci-dessus,
- Modification substantielle du projet réalisé par l'Association,
- Non-respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, et notamment des dispositions ayant trait à la transparence financière,

En cas de non-respect, par l'une des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit, par l'une des parties, à l'expiration d'un délai d'1 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 8 : Communication et information du public

Les actions de communication entreprises par l'Association au sujet du projet - objet de la présente convention - devront mentionner le soutien financier du Département et le fait que ce financement intervient dans le cadre du budget participatif breillien.

A cette fin, l'Association s'engage à faire état de la participation financière du Département d'Ille-et-Vilaine sur tout support papier et web qu'elle réalisera, en précisant la mention : « projet lauréat du budget participatif départemental 2023 »

Elle reproduira le logo du Département d'Ille-et-Vilaine sur les supports réalisés. Les logos sont disponibles sur le site du Département (Ille-et-vilaine.fr) ou peuvent être demandés à la Direction de la communication du Département.

En fonction de la nature des investissements financés par le Département, une plaque ou a minima un autocollant indiquant « Projet lauréat du budget participatif départemental 2023 » devra être apposé par l'Association (plaque et autocollants seront fournis).

Le Département devra être informé des actions ou des événements majeurs organisés par l'Association en lien avec le projet lauréat.

ARTICLE 9 : Protection des données

Dans le cadre de la convention, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018.

ARTICLE 10 : Durée de la convention

La présente convention est conclue **pour une durée de 3 ans** à compter de sa signature par les parties.

Si le projet financé par le Département n'est pas réalisé dans le délai mentionné ci-dessus, la décision attributive sera caduque de plein droit.

ARTICLE 11 : Assurances - Litiges

Chaque partie fera son affaire de souscrire toutes polices d'assurance permettant de garantir les activités du projet décrit par la présente convention.

Tout litige relatif à la présente convention qui n'aurait pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties sera soumis à la compétence du Tribunal Administratif de Rennes.

Fait à RENNES, le 01/09/2023,

Pour l'Association
Le Président,

Julien BRICAUD

Pour le Département d'Ille-et-Vilaine
Le Président du Conseil départemental

Jean Luc CHENUT

CONVENTION DE SUBVENTION

1^{ère} EDITION DU BUDGET PARTICIPATIF BREILLIEN

Vu les statuts de l'association « À PAS DE CHENILLE » ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.1611-4 qui prévoit que toute association qui a reçu une subvention (directe ou indirecte) peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée, de même que la transmission des comptes financiers certifiés des associations subventionnées aux collectivités territoriales et prohibe le reversement de subventions en cascade d'une association à une autre, sauf si cela est expressément prévu dans la convention conclue entre la collectivité territoriale et l'association ;

- son annexe 1 portant liste des pièces justificatives des dépenses des collectivités ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment ses article 9-1 et 10 ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la délibération n°54 du Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine en date du 29 août 2022 approuvant le règlement de la première édition du budget participatif breillien.

ENTRE

LE Département d'Ille-et-Vilaine,

Représenté par Monsieur Jean-Luc CHENUT, Président du Conseil départemental, dûment habilité par la décision de la Commission permanente en date du 16 octobre 2023.

Dénommé ci-après « le Département »,

ET

L'Association « À PAS DE CHENILLE » domiciliée 9 Lieu-dit La Machepas 35140 Rives-du-Couesnon, SIRET n°909 609 240 00017, et déclarée en préfecture le 15 juin 2021.

Représentée par Monsieur GIGORY Vincent, ayant la qualité de Président, dûment habilité(e) par délibération lors de l'Assemblée Générale en date du 26/01/2023,

Dénommée ci-après « l'Association »,

PRÉAMBULE

Le budget participatif breillien est un dispositif permettant aux Breillien.nes de voter pour l'affectation d'une partie du budget d'investissement du Département, sur la base d'idées citoyennes ou associatives, et de participer ainsi à la transformation de leur territoire.

Le Conseil départemental a alloué à ce premier budget participatif un budget d'investissement de 2 millions d'euros.

La phase de dépôt des idées s'est déroulée du 1^{er} décembre 2022 au 15 février 2023. Sur les 305 idées déposées, 131 ont été soumises au vote citoyen entre le 1^{er} et le 30 juin 2023.

Parmi elles, 60 sont retenues conformément aux modalités de désignation des projets lauréats définies dans le règlement du budget participatif à l'article 7.

CECI AYANT ÉTÉ EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention a pour but de définir les modalités de versement d'une subvention d'investissement d'un montant de 50 000 € à l'Association pour la réalisation du projet « *ouverture d'un pôle pluridisciplinaire de rééducation précoce* ». Pour cela, les dépenses seront engagées par l'Association à son initiative et sous sa responsabilité.

ARTICLE 2 : Montant de la subvention

Le montant maximum de la subvention allouée par le Département à l'Association s'élève à 50 000€.

Ce montant pourra être réajusté (diminué) en fonction des dépenses réelles, après justification des dépenses et avant versement du solde.

ARTICLE 3 : Modalités de versement de la subvention

La subvention sera versée après demande de versement selon les modalités suivantes :

- Un premier acompte représentant 80% du montant de la subvention soit 40 000 €, après signature de la présente convention.
- Le solde du montant de la subvention sur présentation des justificatifs de la mise en œuvre du projet (présentation d'un état récapitulatif des dépenses visé par le Président de l'association ou le trésorier).

La subvention sera créditée au compte bancaire courant ouvert au nom de l'Association, selon les procédures comptables en vigueur, sur présentation d'**un Relevé d'Identité Bancaire** :

Domiciliation : 13606 – 00032 – 46331139483 50
IBAN : FR76 1360 6000 3246 3311 3948 350
Code BIC : AGRIFRPP836

ARTICLE 4 : Engagements des parties

4.1 Engagements du Département :

Le Département s'engage à financer le projet, objet de la présente convention et lauréat de la première édition de son budget participatif, dans la limite maximale du montant indiqué lorsque le projet a été soumis au vote citoyen.

4.2 Engagements de l'Association :

L'Association s'engage à mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention et lauréat de la première édition du budget participatif breillien, en restant fidèle au descriptif et objectifs présentés aux citoyens lors du vote.

L'Association s'engage également à conserver les matériels financés par le Département dans le cadre de la présente convention et à les utiliser conformément aux objectifs dudit projet.

ARTICLE 5 : Reddition des comptes et contrôles financiers

L'Association s'engage à communiquer au Département, six mois après la date de clôture de son exercice comptable, et au plus tard le 30 juin de l'année n+1 par rapport à l'année au titre de laquelle la subvention est versée :

- le bilan et le compte de résultat ainsi que ses annexes certifiés par le/la Président(e) de l'Association ou le Commissaire aux comptes ;
- le rapport du Commissaire aux comptes (si l'Association a cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un Commissaire aux comptes) ;
- le rapport d'activité de l'année écoulée ;
- le bilan financier des actions menées, en lien avec le projet subventionné, sur l'exercice écoulé.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment, sur simple demande du Département, de l'utilisation de la subvention reçue. A cet effet, elle tient sa comptabilité à disposition pour répondre de ses obligations.

L'Association s'engage également :

- à déclarer, sous un délai de trois mois, toute modification remettant en cause ses liens avec le territoire du département d'Ille-et-Vilaine ;
- à prévenir sans délai le Département de toute difficulté économique rencontrée au cours de sa gestion. Les parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre, en préservant la responsabilité du Département qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, voir sa responsabilité recherchée par l'Association en qualité d'organisme public subventionneur.

ARTICLE 6 : Contrôle du respect des engagements

L'Association prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que de financer la réalisation du projet précisé à l'article 1^{er} de la présente convention.

L'Association s'engage à faciliter le contrôle par le Département, à tout moment et éventuellement sur pièces et sur place, des conditions de réalisation de ce projet, notamment en lui donnant accès à tous documents administratifs et comptables à cette fin.

Le bilan de ce contrôle éventuel, qui porte également sur les conditions juridiques et financières de la gestion, est communiqué au bénéficiaire.

ARTICLE 7 : Sanction du non-respect des obligations

Le Département peut mettre en cause le montant de la subvention accordée et/ou exiger la restitution de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de :

- Non-respect des engagements de l'Association mentionnés ci-dessus,
- Modification substantielle du projet réalisé par l'Association,
- Non-respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, et notamment des dispositions ayant trait à la transparence financière,
- Non réalisation du projet au terme du délai de 3 ans prévu à l'article 10 de la présente convention

En cas de non-respect, par l'une des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit, par l'une des parties, à l'expiration d'un délai d'1 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 8 : Communication et information du public

Les actions de communication entreprises par l'Association au sujet du projet - objet de la présente convention - devront mentionner le soutien financier du Département et le fait que ce financement intervient dans le cadre du budget participatif breillien.

A cette fin, l'Association s'engage à faire état de la participation financière du Département d'Ille-et-Vilaine sur tout support papier et web qu'elle réalisera, en précisant la mention : « projet lauréat du budget participatif départemental 2023 »

Elle reproduira le logo du Département d'Ille-et-Vilaine sur les supports réalisés. Les logos sont disponibles sur le site du Département (ille-et-vilaine.fr) ou peuvent être demandés à la Direction de la communication du Département.

En fonction de la nature des investissements financés par le Département, une plaque ou a minima un autocollant indiquant « Projet lauréat du budget participatif départemental 2023 » devra être apposé par l'Association (plaque et autocollants seront fournis).

Le Département devra être informé des actions ou des événements majeurs organisés par l'Association en lien avec le projet lauréat.

ARTICLE 9 : Protection des données

Dans le cadre de la convention, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018.

ARTICLE 10 : Durée de la convention

La présente convention est conclue **pour une durée de 3 ans** à compter de sa signature par les parties.

Si le projet financé par le Département n'est pas réalisé dans le délai mentionné ci-dessus, la décision attributive sera caduque de plein droit.

Le Département pourra dans ce cas exiger la restitution de la totalité de la subvention, y compris si des crédits ont déjà été engagés par l'association.

ARTICLE 11 : Assurances - Litiges

Chaque partie fera son affaire de souscrire toutes polices d'assurance permettant de garantir les activités du projet décrit par la présente convention.

Tout litige relatif à la présente convention qui n'aurait pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties sera soumis à la compétence du Tribunal Administratif de Rennes.

Fait à Rennes, le 24/08/2023,

Pour l'Association
Le Président,
Vincent GIGORY

Pour le Département d'Ille-et-Vilaine
Le Président du Conseil départemental
Jean-Luc CHENUT

CONVENTION DE SUBVENTION

1^{ère} EDITION DU BUDGET PARTICIPATIF BREILLIEN

Vu les statuts de l'association « Nautisurf St Malo Sauvetage et Secourisme » ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.1611-4 qui prévoit que toute association qui a reçu une subvention (directe ou indirecte) peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée, de même que la transmission des comptes financiers certifiés des associations subventionnées aux collectivités territoriales et prohibe le reversement de subventions en cascade d'une association à une autre, sauf si cela est expressément prévu dans la convention conclue entre la collectivité territoriale et l'association ;

- son annexe 1 portant liste des pièces justificatives des dépenses des collectivités ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment ses article 9-1 et 10 ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la délibération n°54 du Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine en date du 29 août 2022 approuvant le règlement de la première édition du budget participatif breillien.

ENTRE

LE Département d'Ille-et-Vilaine,

Représenté par Monsieur Jean-Luc CHENUT, Président du Conseil départemental, dûment habilité par la décision de la Commission permanente en date du 16/10/2023.

Dénommé ci-après « le Département »,

ET

L'Association « Nautisurf St Malo Sauvetage et Secourisme » domiciliée 42 rue Anatole le Braz 35400 St Malo, SIRET n°819 828 872 00021, et déclarée en préfecture le 7 mars 2018.

Représentée par Monsieur DOURVER Hervé, ayant la qualité de Président, dûment habilité(e) par les statuts,) en date du 17 février 2018.

Dénommée ci-après « l'Association »,

PRÉAMBULE

Le budget participatif breillien est un dispositif permettant aux Breillien.nes de voter pour l'affectation d'une partie du budget d'investissement du Département, sur la base d'idées citoyennes ou associatives, et de participer ainsi à la transformation de leur territoire.

Le Conseil départemental a alloué à ce premier budget participatif un budget d'investissement de 2 millions d'euros.

La phase de dépôt des idées s'est déroulée du 1^{er} décembre 2022 au 15 février 2023. Sur les 305 idées déposées, 131 ont été soumises au vote citoyen entre le 1^{er} et le 30 juin 2023.

Parmi elles, 60 sont retenues conformément aux modalités de désignation des projets lauréats définies dans le règlement du budget participatif à l'article 7.

CECI AYANT ÉTÉ EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention a pour but de définir les modalités de versement d'une subvention d'investissement d'un montant de 83 000 € à l'Association pour la réalisation du projet intitulé « Génération Recycleur ». Pour cela, les dépenses seront engagées par l'Association à son initiative et sous sa responsabilité.

ARTICLE 2 : Montant de la subvention

Le montant maximum de la subvention allouée par le Département à l'Association s'élève à 83 000€.

Ce montant pourra être réajusté (diminué) en fonction des dépenses réelles, après justification des dépenses et avant versement du solde.

ARTICLE 3 : Modalités de versement de la subvention

La subvention sera versée après demande de versement selon les modalités suivantes :

- Un premier acompte représentant 80% du montant de la subvention soit 66 400 €, après signature de la présente convention,
- le solde du montant de la subvention sur présentation des justificatifs de la mise en œuvre du projet (présentation d'un état récapitulatif des dépenses visé par le Président de l'association ou le trésorier)

La subvention sera créditée au compte bancaire courant ouvert au nom de l'Association, selon les procédures comptables en vigueur, sur présentation d'**un Relevé d'Identité Bancaire :**

Domiciliation : 13606 – 00010 – 46313163652 44
--

IBAN : FR76 1360 6000 1046 3131 6365 244
--

Code BIC : AGRIFRPP836

ARTICLE 4 : Engagements des parties

4.1 Engagements du Département :

Le Département s'engage à financer le projet, objet de la présente convention et lauréat de la première édition de son budget participatif, dans la limite maximale du montant indiqué lorsque le projet a été soumis au vote citoyen.

4.2 Engagements de l'Association :

L'Association s'engage à mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention et lauréat de la première édition du budget participatif breillien, en restant fidèle au descriptif et objectifs présentés aux citoyens lors du vote.

L'Association s'engage également à conserver les matériels financés par le Département dans le cadre de la présente convention et à les utiliser conformément aux objectifs dudit projet.

ARTICLE 5 : Reddition des comptes et contrôles financiers

L'Association s'engage à communiquer au Département, six mois après la date de clôture de son exercice comptable, et au plus tard le 30 juin de l'année n+1 par rapport à l'année au titre de laquelle la subvention est versée :

- le bilan et le compte de résultat ainsi que ses annexes certifiés par le/la Président(e) de l'Association ou le Commissaire aux comptes ;
- le rapport du Commissaire aux comptes (si l'Association a cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un Commissaire aux comptes) ;
- le rapport d'activité de l'année écoulée ;
- le bilan financier des actions menées, en lien avec le projet subventionné, sur l'exercice écoulé.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment, sur simple demande du Département, de l'utilisation de la subvention reçue. A cet effet, elle tient sa comptabilité à disposition pour répondre de ses obligations.

L'Association s'engage également :

- à déclarer, sous un délai de trois mois, toute modification remettant en cause ses liens avec le territoire du département d'Ille-et-Vilaine ;
- à prévenir sans délai le Département de toute difficulté économique rencontrée au cours de sa gestion. Les parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre, en préservant la responsabilité du Département qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, voir sa responsabilité recherchée par l'Association en qualité d'organisme public subventionneur.

ARTICLE 6 : Contrôle du respect des engagements

L'Association prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que de financer la réalisation du projet précisé à l'article 1^{er} de la présente convention.

L'Association s'engage à faciliter le contrôle par le Département, à tout moment et éventuellement sur pièces et sur place, des conditions de réalisation de ce projet, notamment en lui donnant accès à tous documents administratifs et comptables à cette fin.

Le bilan de ce contrôle éventuel, qui porte également sur les conditions juridiques et financières de la gestion, est communiqué au bénéficiaire.

ARTICLE 7 : Sanction du non-respect des obligations

Le Département peut mettre en cause le montant de la subvention accordée et/ou exiger la restitution de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de :

- Non-respect des engagements de l'Association mentionnés ci-dessus,
- Modification substantielle du projet réalisé par l'Association,
- Non-respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, et notamment des dispositions ayant trait à la transparence financière,
- Non réalisation du projet au terme du délai de 3 ans prévu à l'article 10 de la présente convention.

En cas de non-respect, par l'une des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit, par l'une des parties, à l'expiration d'un délai d'1 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 8 : Communication et information du public

Les actions de communication entreprises par l'Association au sujet du projet - objet de la présente convention - devront mentionner le soutien financier du Département et le fait que ce financement intervient dans le cadre du budget participatif breillien.

A cette fin, l'Association s'engage à faire état de la participation financière du Département d'Ille-et-Vilaine sur tout support papier et web qu'elle réalisera, en précisant la mention : « projet lauréat du budget participatif départemental 2023 »

Elle reproduira le logo du Département d'Ille-et-Vilaine sur les supports réalisés. Les logos sont disponibles sur le site du Département (ille-et-vilaine.fr) ou peuvent être demandés à la Direction de la communication du Département.

En fonction de la nature des investissements financés par le Département, une plaque ou a minima un autocollant indiquant « Projet lauréat du budget participatif départemental 2023 » devra être apposé par l'Association (plaque et autocollants seront fournis).

Le Département devra être informé des actions ou des événements majeurs organisés par l'Association en lien avec le projet lauréat.

ARTICLE 9 : Protection des données

Dans le cadre de la convention, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018.

ARTICLE 10 : Durée de la convention

La présente convention est conclue **pour une durée de 3 ans** à compter de sa signature par les parties.

Si le projet financé par le Département n'est pas réalisé dans le délai mentionné ci-dessus, la décision attributive sera caduque de plein droit.

Le Département pourra dans ce cas exiger la restitution de la totalité de la subvention, y compris si des crédits ont déjà été engagés par l'association.

ARTICLE 11 : Assurances - Litiges

Chaque partie fera son affaire de souscrire toutes polices d'assurance permettant de garantir les activités du projet décrit par la présente convention.

Tout litige relatif à la présente convention qui n'aurait pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties sera soumis à la compétence du Tribunal Administratif de Rennes.

Fait à RENNES, le

Pour l'Association
Le Président,
Hervé DOURVER

Pour le Département d'Ille-et-Vilaine
Le Président du Conseil départemental
Jean-Luc CHENUT

CONVENTION DE SUBVENTION

1^{ère} EDITION DU BUDGET PARTICIPATIF BREILLIEN

Vu les statuts de l'association « LE QUAI DE LA SEICHE » ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.1611-4 qui prévoit que toute association qui a reçu une subvention (directe ou indirecte) peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée, de même que la transmission des comptes financiers certifiés des associations subventionnées aux collectivités territoriales et prohibe le reversement de subventions en cascade d'une association à une autre, sauf si cela est expressément prévu dans la convention conclue entre la collectivité territoriale et l'association ;

- son annexe 1 portant liste des pièces justificatives des dépenses des collectivités ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment ses article 9-1 et 10 ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la délibération n°54 du Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine en date du 29 août 2022 approuvant le règlement de la première édition du budget participatif breillien.

ENTRE

LE Département d'Ille-et-Vilaine,

Représenté par Monsieur Jean-Luc CHENUT, Président du Conseil départemental, dûment habilité par la décision de la Commission permanente en date du 16/10/2023.

Dénommé ci-après « le Département »,

ET

L'Association « LE QUAI DE LA SEICHE » domiciliée 6 rue de Saint Erblon 35230 Noyal-Châtillon-sur-Seiche, SIRET n°922 307 905 00013, et déclarée en préfecture le 18 novembre 2022.

Représentée par Messieurs Angelini Pierre-Antoine et Aubrée christophe, ayant la qualité de Co-Présidents et Ana Lucia Gonzalez ayant la qualité de Co-Présidente, dûment habilité(e) par le Conseil d'Administration du Quai de la Seiche, en date du 19/10/2022,

Dénommée ci-après « l'Association »,

PRÉAMBULE

Le budget participatif breillien est un dispositif permettant aux Breillien.nes de voter pour l'affectation d'une partie du budget d'investissement du Département, sur la base d'idées citoyennes ou associatives, et de participer ainsi à la transformation de leur territoire.

Le Conseil départemental a alloué à ce premier budget participatif un budget d'investissement de 2 millions d'euros.

La phase de dépôt des idées s'est déroulée du 1^{er} décembre 2022 au 15 février 2023. Sur les 305 idées déposées, 131 ont été soumises au vote citoyen entre le 1^{er} et le 30 juin 2023.

Parmi elles, 60 sont retenues conformément aux modalités de désignation des projets lauréats définies dans le règlement du budget participatif à l'article 7.

CECI AYANT ÉTÉ EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention a pour but de définir les modalités de versement d'une subvention d'investissement d'un montant de 54 000 € à l'Association pour la réalisation du projet intitulé « tiers lieu quai de la seiche ». Pour cela, les dépenses seront engagées par l'Association à son initiative et sous sa responsabilité.

ARTICLE 2 : Montant de la subvention

Le montant maximum de la subvention allouée par le Département à l'Association s'élève à 54 000€.

Ce montant pourra être réajusté (diminué) en fonction des dépenses réelles, après justification des dépenses et avant versement du solde.

ARTICLE 3 : Modalités de versement de la subvention

La subvention sera versée après demande de versement selon les modalités suivantes :

- Un premier acompte représentant 80% du montant de la subvention soit 43 200 €, après signature de la présente convention,
- le solde du montant de la subvention sur présentation des justificatifs de la mise en œuvre du projet (présentation d'un état récapitulatif des dépenses visé par le Président de l'association ou le trésorier)

La subvention sera créditée au compte bancaire courant ouvert au nom de l'Association, selon les procédures comptables en vigueur, sur présentation d'**un Relevé d'Identité Bancaire** :

Domiciliation : 15589 – 35151 – 08948014440 32
IBAN : FR76 1558 9351 5108 9480 1444 032
Code BIC : CMBRFR2BARK

ARTICLE 4 : Engagements des parties

4.1 Engagements du Département :

Le Département s'engage à financer le projet, objet de la présente convention et lauréat de la première édition de son budget participatif, dans la limite maximale du montant indiqué lorsque le projet a été soumis au vote citoyen.

4.2 Engagements de l'Association :

L'Association s'engage à mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention et lauréat de la première édition du budget participatif breillien, en restant fidèle au descriptif et objectifs présentés aux citoyens lors du vote.

L'Association s'engage également à conserver les matériels financés par le Département dans le cadre de la présente convention et à les utiliser conformément aux objectifs dudit projet.

ARTICLE 5 : Reddition des comptes et contrôles financiers

L'Association s'engage à communiquer au Département, six mois après la date de clôture de son exercice comptable, et au plus tard le 30 juin de l'année n+1 par rapport à l'année au titre de laquelle la subvention est versée :

- le bilan et le compte de résultat ainsi que ses annexes certifiés par le/la Président(e) de l'Association ou le Commissaire aux comptes ;
- le rapport du Commissaire aux comptes (si l'Association a cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un Commissaire aux comptes) ;
- le rapport d'activité de l'année écoulée ;
- le bilan financier des actions menées, en lien avec le projet subventionné, sur l'exercice écoulé.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment, sur simple demande du Département, de l'utilisation de la subvention reçue. A cet effet, elle tient sa comptabilité à disposition pour répondre de ses obligations.

L'Association s'engage également :

- à déclarer, sous un délai de trois mois, toute modification remettant en cause ses liens avec le territoire du département d'Ille-et-Vilaine ;
- à prévenir sans délai le Département de toute difficulté économique rencontrée au cours de sa gestion. Les parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre, en préservant la responsabilité du Département qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, voir sa responsabilité recherchée par l'Association en qualité d'organisme public subventionneur.

ARTICLE 6 : Contrôle du respect des engagements

L'Association prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que de financer la réalisation du projet précisé à l'article 1^{er} de la présente convention.

L'Association s'engage à faciliter le contrôle par le Département, à tout moment et éventuellement sur pièces et sur place, des conditions de réalisation de ce projet, notamment en lui donnant accès à tous documents administratifs et comptables à cette fin.

Le bilan de ce contrôle éventuel, qui porte également sur les conditions juridiques et financières de la gestion, est communiqué au bénéficiaire.

ARTICLE 7 : Sanction du non-respect des obligations

Le Département peut mettre en cause le montant de la subvention accordée et/ou exiger la restitution de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de :

- Non-respect des engagements de l'Association mentionnés ci-dessus,
- Modification substantielle du projet réalisé par l'Association,
- Non-respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, et notamment des dispositions ayant trait à la transparence financière,

En cas de non-respect, par l'une des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit, par l'une des parties, à l'expiration d'un délai d'1 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 8 : Communication et information du public

Les actions de communication entreprises par l'Association au sujet du projet - objet de la présente convention - devront mentionner le soutien financier du Département et le fait que ce financement intervient dans le cadre du budget participatif breillien.

A cette fin, l'Association s'engage à faire état de la participation financière du Département d'Ille-et-Vilaine sur tout support papier et web qu'elle réalisera, en précisant la mention : « projet lauréat du budget participatif départemental 2023 »

Elle reproduira le logo du Département d'Ille-et-Vilaine sur les supports réalisés. Les logos sont disponibles sur le site du Département (ille-et-vilaine.fr) ou peuvent être demandés à la Direction de la communication du Département.

En fonction de la nature des investissements financés par le Département, une plaque ou a minima un autocollant indiquant « Projet lauréat du budget participatif départemental 2023 » devra être apposé par l'Association (plaque et autocollants seront fournis).

Le Département devra être informé des actions ou des événements majeurs organisés par l'Association en lien avec le projet lauréat.

ARTICLE 9 : Protection des données

Dans le cadre de la convention, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018.

ARTICLE 10 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans à compter de sa signature par les parties.

Si le projet financé par le Département n'est pas réalisé dans le délai mentionné ci-dessus, la décision attributive sera caduque de plein droit.

ARTICLE 11 : Assurances - Litiges

Chaque partie fera son affaire de souscrire toutes polices d'assurance permettant de garantir les activités du projet décrit par la présente convention.

Tout litige relatif à la présente convention qui n'aurait pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties sera soumis à la compétence du Tribunal Administratif de Rennes.

Fait à RENNES, le

Pour l'Association
Co-Président
Christophe AUBREE

Pour le Département d'Ille-et-Vilaine
Le Président du Conseil départemental
Jean-Luc CHENUT

Co-Présidente

Ana-Lucia GONZALEZ

Co-Président
Pierre-Antoine ANGELINI

Budget participatif Départemental – projets suivis par la direction Eco développement

INTITULE DU PROJET	Bénéficiaire subvention / associations	Montant (€)
Ouvrir une petite cantine à Bruz	« Les petites cantines Bruz »	50 000€ <i>1er acompte de 40 000€ en 2023</i> • 40 000€ en investissement en matériel
La forge du village	« Ilot vivant »	10 000€ <i>1er acompte de 8 000€ en 2023</i> • 8 000€ en investissement en matériel
Le Tournevis	« De voies en voix »	50 000€ <i>1er acompte de 40 000€ en 2023</i> • 40 000€ en investissement en travaux / bâtiments
Atelier upcycling pour femmes réfugiées à Rennes	« Espero Bretagne »	45 000€ <i>1er acompte de 36 000€ en 2023</i> • 36 000€ en investissement en matériel
Maison des migrations	« MAMI »	15 000€ <i>1er acompte de 12 000€ en 2023</i> • 12 000€ en investissement en matériel
Ouverture d'un pôle pluridisciplinaire de rééducation précoce	« A pas de chenilles »	50 000€ <i>1er acompte de 40 000€ en 2023</i> • 40 000€ en investissement en matériel
Génération Recycleur	« Nautisurf »	83 000€ <i>1er acompte de 66 400€ en 2023</i> • 66 400€ en investissement en matériel
Tiers lieu quai de la seiche	« Le quai de la seiche »	54 000 € <i>1er acompte de 43 200€ en 2023</i> • 43 200€ en investissement en matériel
Campagne de mesure du CO ² en intérieur	« Vitré Tuvalu »	4 700 € <i>Versement de la totalité de la subvention</i> • 4 700 € en matériel
Total		361 700€ <i>Acompte de 290 300€ en 2023 en investissement</i> <i>Dont 40 000€ en travaux / bâtiments</i> <i>Dont 250 300€ en matériel</i>

Eléments financiers

Commission permanente
du 16/10/2023

N° 48605

Dépense(s)

Affectation d'AP/AE n°28455	APAE : 2023-PARTI001-19 BUDGET PARTICIPATIF CITOYEN		
Imputation	204-01-20422-0-P43 Bâtiments et installations(I)		
Montant de l'APAE	220 000 €	Montant proposé ce jour	50 000 €
Affectation d'AP/AE n°28456	APAE : 2023-PARTI001-7 BUDGET PARTICIPATIF CITOYEN		
Imputation	204-01-20421-0-P43 Biens mobiliers, matériel et études(I)		
Montant de l'APAE	538 280 €	Montant proposé ce jour	311 700 €
TOTAL			361 700 €